

« Le socialisme immobilier », plaie de Paris

Posté le : 17 février 2020 10:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Europe de l'est, Analyse sectorielle, Economie et politique, Fiscalité

Le « socialisme immobilier » a été très bien illustré dans Marianne « Comment Hidalgo a vendu Paris ». Jean-Louis Missika qui a été la cheville ouvrière de cette « vente » a piloté la construction de 2 500 000 m² nouveaux, selon cet article. Cette densification a particulièrement favorisé le m² de bureaux et le m² commercial avec toujours les mêmes « amis » : Pinault, Niel, Unibail, Arnaud, etc.

Cette frénésie qui a multiplié de façon massive les besoins de circulation des personnes et des marchandises, a entraîné près de 25 milliards d'Euros de « création de valeur immobilière » pour une poignée d'investisseurs, alors que la ville se découvrait une dette en route vers les 7 milliards. Les projets en cours sont tout aussi gigantesques avec la Tour Triangle, l'aménagement Maine Montparnasse et quelques autres. J'ai avancé que le but à Montparnasse n'était pas de recréer un quartier d'un nouveau type et n'avait qu'une vocation de plus-value immobilière, pour un montant d'un milliard d'euros de création de valeur, en remplaçant une halle commerciale sans rentabilité par sept immeubles de rapport.

Dans le même quartier, rue du Ct René Mouchotte, l'opération Unibail de densification commerciale massive a permis de créer 13,000 m² de Bureaux et de tripler les zones commerciales, des services de l'hôtel et ceux du centre de congrès. Merci qui ?

À chaque fois, la chaussée est mise à l'encan pour accélérer les travaux. Les riverains sont trompés et méprisés. « Vous n'avez qu'à aller en justice si vous n'êtes pas contents » a dit publiquement le cynique et violent Missika à une riveraine inquiète de perdre vue et soleil, lors d'une conférence publique destinée à lancer le projet Maine Montparnasse, dans les locaux de la MGEN, une des entreprises financières bénéficiaires du projet.

Les méthodes employées sont toujours les mêmes. On utilise toutes les ruses juridiques possibles pour ne pas faire d'appels d'offres et passer en force. La ville a multiplié les SEM transformées en SPL, un statut qui permet d'agir sans mise en concurrence et autres structures sous dépendance pour y caser nombre « d'amis » et mettre du beurre dans les épinars de certains élus, nommés à leur tête, dans les conseils d'administrations etc. Beaucoup d'heureux élus sont communistes et les entreprises sont en « banlieue rouge » comme REI, domiciliée à Montreuil ! Beaucoup d'autres dispositifs opportunistes ont été utilisés, et même ceux mis en place pour forcer les règles normales pour faciliter la tenue des Jeux Olympiques !

Cette politique a touché spécialement le XIVe.

On ne tient compte d'aucune des contraintes des lieux d'implantation. Le projet Oasis triple la surface du bâtiment Willerval qui contenait le musée de la Résistance. Cette société Oasis dirigée par un ancien maire communiste de banlieue (?!), utilise les services de ladite REI, de Montreuil donc, dirigée par un élu communiste, fait le lit d'une société « amie », déjà servie sur le Front de Seine, qui gèrera une auberge « novatrice » de 600 lits dans un endroit où cette densification sera intolérable aux riverains. En effet, le lieu est un champ clos où le bruit est répercuté par la configuration des immeubles. Une rigolade à deux heures du matin empêchera de dormir 3 500 personnes ! Alors une auberge de jeunesse de centaines de lits !

Pour l'opération Maine-Montparnasse, on utilise une société anglaise mais associée à d'anciens des

services d'urbanismes parisiens qui « pensent » bien. La société chargée de vendre la « co-construction » est une structure « amie » peuplée de socialistes. Et on ment à répétition. La fausse consultation pour « connaître les besoins des habitants » est un chef-d'œuvre de tromperie.

Pour faire passer la pilule on laisse le champ libre à l'adjoint au transport Nadjovski pour satisfaire sa monomanie des vélos et on donne à Ian Brossat quelques logements sociaux.

Pour les Riverains, c'est la triple peine. Autoroute à camions ; autoroutes à vélos avec blocage de la circulation générale dans des voies raréfiées, transformation du voisinage en ghetto.

Pour satisfaire sa politique d'affichage du chiffre en matière de logements sociaux, on n'hésite pas à créer un immeuble le long des voies de la gare Montparnasse. Le centre Julia Bartet est ce qu'on appelle en architecture une « merde » en béton « coloré », le pire du pire, installée à un endroit préservé pour réaliser la « coulée verte » le long des voies de chemin de fer. Les TGV y sont déjà en pleine accélération et font un bruit d'avion. Enclavée totalement entre rails, périph et double rue d'accès au périphérique, la vie dans cet immeuble ne peut être qu'épouvantable.

C'est une politique de mépris qui ne respecte rien ni personne. Transformer une coulée verte en coulée de béton, il fallait oser. Les « bénéficiaires », rarement français de souche, souffrent. On s'en fout ; « c'est toujours mieux qu'en Afrique ». On a fait du chiffre, et on a de quoi alimenter la propagande.

Un électoralisme à vomir se conjugue avec la cupidité la plus extrême, un phénomène généralisé dans la génération socialiste dite « mitterrandiste » et ses héritiers, pour créer des situations totalement intolérables pour les habitants.

Installer un centre commercial avec le plus grand Centre Leclerc à côté d'une gare où 250 autres magasins seront bientôt en activité, supprimer la rue du Départ à la circulation générale, détourner la circulation des camions dans une rue où l'on supprime deux voies sur trois et qui sera en cul-de-sac... Comment croire que cela serait un jour simplement envisageable ? Ils le font, promettant l'enfer aux Riverains. Les personnes à mobilité réduite peuvent toujours essayer d'utiliser le trottoir et de traverser les 30 mètres transformés en voie d'accès et de sortie de voitures et de camions, à haute intensité, en haut d'une des rues sacrifiées.

Si on reste dans le XIVe, citons encore la transformation de la petite ceinture en zone à voyous, à trafiquants de drogue, à SDF, à migrants et à amateurs de barbecues nocturnes. Aucun des milliers de riverains ne se sent plus en sécurité et ne peut plus ouvrir ses fenêtres. On dort mal et peu au milieu des jeux et des bagarres nocturnes. Une « forêt urbaine », c'est aussi une aubaine pour certaines bêtes sauvages.

Mme Carine Petit qui a fait sa carrière professionnelle à la ville de Bagneux, d'obédience communiste depuis 1935, et aime se situer à l'extrême extrême gauche de Génération. s, comme Mme Hidalgo, a montré une indifférence absolument totale aux difficultés des habitants. La maire sortante du 14^e a même exprimé sa « fierté » devant les preuves du désastre urbain qu'elle avait provoqué en toute connaissance de cause.

Socialisme immobilier délirant, copinages avec quelques très grandes fortunes, et grosses entreprises financières, descente des communistes de banlieue à Paris, vie gâchée de dizaines de milliers d'habitants, une ville qui se vide et perd ses enfants et ses écoles, où des déserts médicaux se forment, où le tourisme de masse et AIRBNB commencent à faire des ravages irréversibles, où l'on a banni le mot « travail », voilà le nouveau Paris. Les Parisiens les moins exposés n'en ont qu'une conscience indistincte. Ils savent que Paris n'est plus Paris mais ils n'ont pas encore pris la dimension de ce qui s'y est passé et pire encore, de ce qu'on leur prépare, à eux aussi.

Jamais le besoin de respect de la ville et respect des habitants n'a été plus fort ; Jamais une

alternance n'a été plus nécessaire. Aux Urnes Parisiens !